

# Aujourd'hui le bâillon, demain la baïonnette ?

La mort de Rémi Fraisse lors d'une manifestation contre la construction du barrage de Sivens n'est pas un accident. Elle est le résultat dramatique de plusieurs mois de violences policières croissantes envers les opposant-e-s à un projet inutile, dont même les experts remettent en cause la pertinence : trop coûteux, ne répondant pas aux besoins réels entraînant des dégradations et destructions environnementales sans prendre en compte de solutions alternatives possibles et existantes, il ne sert les intérêts que d'une poignée d'exploitants agricoles.

La répression à laquelle ont fait face les opposant-e-s au barrage n'est pas isolée. De peur de voir se multiplier les résistances et les alternatives comme à Notre-Dame-des-Landes le gouvernement crée un climat de violences et de criminalisation des mouvements sociaux et écologistes : des dizaines de syndicalistes ont été poursuivi-e-s, des paysans engagés ont été condamnés par la justice pour avoir contesté l'élevage ultra-intensif de l'usine des 1000 vaches, des militantes et des militants défendant le droit au logement ou exprimant leur solidarité avec le peuple palestinien sont régulièrement poursuivi-e-s, les sans-papiers continuent d'être traqué-e-s, de nombreux jeunes révol-

tés par les violences policières sont arrêtés à Toulouse ou ailleurs, parfois même de manière préventive comme à Paris le 2 novembre !

Cette politique répressive doit être stoppée : nous n'y arriverons qu'en opposant à l'autoritarisme la solidarité, l'unité, et la défense inconditionnelle des libertés fondamentales.

En France comme en Europe l'heure est à la résistance à l'austérité, à la précarisation et à la destruction des écosystèmes !

Dans toutes les mobilisations, nous exprimons notre détermination à mettre en accusation ce gouvernement qui porte l'entière responsabilité des violences et demandons la démission de Bernard Caseneuve. Nous exigeons l'amnistie et la relaxe de tous les inculpés pour avoir manifesté contre les violences policières.

Avec les jeunes, les personnes victimes de la répression au faciès, les étranger-es, les salariéEs, les paysan(ne)s et toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de la politique et des coups de ce gouvernement, nous appelons à converger, à faire entendre une autre voix.

**Pour la défense des libertés fondamentales et en solidarité avec les militants poursuivis après les manifestations qui ont suivi le drame de Sivens :**

## **Rassemblement**

**le mercredi 3 décembre 2014,  
place Saint Michel  
à partir de 18h00**

Alternative Libertaire, ATTAC, Mouvement des Objecteurs de Croissance, NPA, Ensemble, Solidaires, Sud PTT, Parti de Gauche, Jeunes écologistes, Les Alternatifs, la Confédération Paysanne.....